

TRANSFORMATIONS DES RELATIONS DE POUVOIR ENTRE HOMMES ET FEMMES : DU NIVEAU DOMESTIQUE AU QUARTIER

Christine VERSCHUUR

LA RECHERCHE à Santiaba présentée lors de ce colloque par Mohamadou Abdoul apporte des éléments de réflexion sur les rapports entre la mondialisation, les transformations économiques, celles du travail des femmes et celles des relations de pouvoir au niveau domestique, et enfin sur leurs liens avec un plus grand accès aux décisions dans le quartier. Ce travail s'insère dans un projet plus vaste dont je présenterai les contours, intitulé «Villes, environnement et rapports sociaux entre hommes et femmes», réalisé dans le cadre du programme MOST de l'Unesco.

Deux raisons nous ont poussées à présenter ce projet dans ce colloque. La première est qu'un des objectifs de ce projet MOST est de réfléchir au rôle que la recherche peut jouer pour influencer la définition des politiques publiques dans un sens qui réponde mieux aux besoins et intérêts de tous, avec des relations de genre équitables, en tenant compte des femmes au moins autant que des hommes. La seconde raison concerne le thème sur lequel ce projet travaille. En effet, la question centrale de la recherche porte sur l'accès, en termes de genre, aux décisions dans les politiques urbaines environnementales.

LES QUESTIONS SUR LE FACE-À-FACE ENTRE TERRAINS ET PROJETS DE RECHERCHE-ACTION

J'aimerais ici vous faire part de quelques questions que je me suis posées, en tant que coordinatrice, avec François Hainard, du projet de recherche MOST (Unesco) « Villes, environnement et rapports sociaux entre hommes et femmes », d'une part, et en tant que coorganisatrice, avec Fenneke Reysoo, de ce colloque, d'autre part. Quels apports tirer de ce colloque pour une recherche comme la nôtre, qui est menée depuis maintenant près de sept ans dans le cadre de ce projet ? Comment une institution comme l'iuéd pourrait-elle, de son côté, tirer profit de la réflexion qui se tient dans ce colloque ?

Il nous semble, au sein de l'équipe de préparation du colloque, que c'est au niveau des orientations pour la recherche dans une perspective de genre, et au niveau des réflexions sur les rapports entre la recherche et la définition des politiques publiques, que l'iuéd ou d'autres institutions de ce type devraient pouvoir s'inspirer d'un tel événement.

Si un des objectifs des programmes de recherche-action en réseau (comme ceux qui sont présentés durant le colloque) est d'influencer les politiques publiques, dans le contexte de la mondialisation, les questions suivantes se posent alors également :

- Ces recherches contribuent-elles à comprendre et à expliquer les mécanismes qui perpétuent ou modifient les rapports sociaux de genre étudiés, et notamment l'accès inégal au pouvoir et les résistances à une modification de cet accès inégal ?
- Les programmes de recherche-action déclenchent-ils une prise de conscience transformatrice parmi les acteurs et actrices, au sein des mouvements de base ? Développent-ils leurs capacités de négociation ?
- La production de connaissances et leur diffusion permettent-elles d'inspirer – s'il y a une volonté politique de changement – ou de faire pression sur la définition des politiques publiques ?

Dans le contexte de la mondialisation et des déplacements de lieux de pouvoir, ces questions prennent un relief particulier.

L'ENVIRONNEMENT, LES VILLES ET LES RELATIONS DE GENRE DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION

Dans le contexte de la mondialisation, la gestion et le contrôle de l'environnement urbain constituent l'un des grands défis du XXI^e siècle. Dans les pays du Sud, les problèmes de la ville et de son environnement se posent avec une acuité et une urgence encore plus grandes qu'ailleurs. La population urbaine représentera en 2005 la moitié de la population totale de ces pays, alors qu'elle n'en constituait que le quart en 1975. Ces pays compteront plus de 4 milliards de citoyens en 2025, alors qu'aujourd'hui les gouvernements ne peuvent déjà plus faire face aux besoins les plus urgents. Les inégalités sociales s'approfondissent; la mondialisation et le néolibéralisme ont des incidences considérables sur les transformations du travail, notamment celui des femmes, sur l'accès aux services de base (comme l'illustre «la guerre de l'eau à Cochabamba», présentée durant ce colloque) et sur les rapports sociaux et de genre.

Le décalage entre l'ampleur de ces problèmes et les mesures qui sont prises est flagrant: les décisions sont arrêtées, sauf exceptions, sans la participation des habitants des quartiers et en particulier des femmes, pourtant les plus concernées et impliquées pour résoudre les problèmes.

Adopter une perspective de genre dans l'analyse du développement urbain permet d'observer que les hommes et les femmes perçoivent, vivent et utilisent leur ville différemment, compte tenu de leurs rôles et responsabilités respectifs dans une division du travail façonnée selon le genre. Or, la recherche sur les questions urbaines, en dehors de travaux récents sur l'emploi et le marché du travail, est restée myope quant aux distinctions des besoins entre hommes et femmes ainsi qu'aux différentes représentations, propositions et contributions au fonctionnement des villes qu'ils et elles ont. Les relations de genre exprimant des relations de pouvoir, tant dans la sphère domestique que publique, les inégalités qui en découlent se traduisent au niveau de la ville par des inégalités en termes d'accès aux processus de décision – la ville étant un lieu où sont expérimentées des négociations sur la gestion des biens publics.

Inclure une perspective de genre dans la recherche sur le développement urbain passe ainsi par une réflexion sur l'accès plus équitable des femmes au pouvoir. C'est pourquoi nous avons abordé dans cette recherche, de manière centrale, les processus d'*empowerment*, que nous avons définis comme le développement des capacités de négociation, aux niveaux domestique, local ou global, pour un accès plus équitable aux processus de prise de décision.

LE PROJET MOST (UNESCO)

«VILLES, ENVIRONNEMENT ET RAPPORTS SOCIAUX ENTRE HOMMES ET FEMMES»

Le projet de recherche présenté par le comité suisse MOST de l'Unesco a débuté en 1997, avec le soutien de la coopération suisse et du programme MOST de l'Unesco. Il comporte un réseau de chercheurs de diverses disciplines en sciences sociales dans sept pays situés en Amérique latine, en Afrique de l'Ouest et en Europe de l'Est, coordonné par une équipe basée en Suisse. Le projet a adopté une méthodologie de recherche-action et la recherche s'est construite sur une approche comparative et pluridisciplinaire dans différentes villes.

Les terrains concernés sont:

- au Sénégal, le quartier de Santhiaba dans la commune de Thiaroye-sur-Mer, ville de Pikine;
- au Burkina, le quartier Hamdalaye («secteur 10») à Ouagadougou;
- en République dominicaine, les quartiers La Ciénaga y Los Guandules à Santo Domingo;
- en Argentine, le quartier San Cayetano dans la ville de Campana, non loin de Buenos Aires;
- au Brésil, la favela Gamboa II, dans la ville industrielle de Santo André, proche de São Paulo;
- en Bulgarie, la ville de Iambol, à l'intérieur du pays, puis, depuis 2002, à Mladost, un quartier de Sofia;
- en Roumanie, le quartier de Zabrauti à Bucarest;

– et, depuis 2000, un nouveau terrain à Cuba, dans un quartier de La Havane¹.

Parmi les conclusions auxquelles notre recherche a abouti, nous pouvons relever :

- la prise en charge de problèmes environnementaux par les femmes permet parfois un *empowerment* des femmes, mais reste dans d'autres cas une simple extension de leurs rôles reproductifs ;
- le travail sur les identités de genre, auprès des hommes et des femmes, est essentiel pour transformer les relations de genre, les relations de pouvoir entre hommes et femmes, le rôle des hommes et des femmes dans les organisations de base, et donc les rapports que celles-ci entretiennent avec les autres instances de décision dans les villes ;
- les transformations économiques ont un impact important sur les modifications des relations de pouvoir entre hommes et femmes au niveau domestique, ce qui n'est pas sans influence sur le rôle que les femmes peuvent jouer dans les organisations de base ou dans les instances formelles de pouvoir au niveau local ;
- les blocages et les résistances à un accès équitable, en termes de genre, aux décisions sont parfois plus tenaces au niveau de l'imaginaire et domestique qu'aux divers niveaux publics.

De multiples autres pistes de réflexion ont été ouvertes par cette recherche. Celle-ci tend, par la méthodologie adoptée, à suivre un temps de recherche linéaire, et rebondit en fonction des événements ou changements vécus par les acteurs.

Les exemples qui suivent illustrent soit les possibilités d'influencer les décisions dans un sens qui prenne en compte les intérêts et besoins de genre, soit, au contraire, les retombées négatives vécues par les femmes, avec la mondialisation, sur les entreprises qu'elles mènent pour améliorer l'environnement urbain.

¹ De plus amples informations sur le projet dans son ensemble, sur les terrains concernés et sur les recherches en cours peuvent être trouvées dans les différentes publications réalisées à ce jour (voir bibliographie en fin d'article), ainsi que sur le site Internet du programme MOST de l'Unesco, <www.unesco.org/most/p66.htm>.

LES TITRES DE PROPRIÉTÉ DES LOGEMENTS À GAMBOA (BRÉSIL)

Le logement est l'espace où les femmes réalisent une grande partie des tâches dans le domaine de la reproduction, qui leur reviennent presque entièrement, ainsi qu'une partie importante de leurs tâches de production (travail à la pièce, dans le secteur informel...). Le logement est perçu différemment par l'homme ou la femme. Alors que pour l'homme, il fait office de «dortoir», pour la femme, il est souvent l'endroit où s'enchevêtrent le domestique et le productif.

De même, parce que les femmes sont aussi généralement plus présentes que les hommes au niveau du quartier où elles réalisent des tâches reproductives et d'ordre communautaire, elles sont aussi autrement exposées et affectées que les hommes par les problèmes environnementaux de cet espace à proximité du logement.

Malgré ses graves insuffisances dans les quartiers dont nous traitons, le logement représente une valeur essentielle, même si elle est différente, pour l'homme et la femme. Si, pour les hommes, il est davantage synonyme de capital, et est donc échangeable, pour les femmes, avoir un logement correspond à une garantie de stabilité, à une stratégie d'enracinement permettant de tisser des réseaux d'entraide et de solidarité. En être évincée représenterait la fin de l'espoir et de la lutte pour s'en sortir.

La favela Gamboa à Santo André, terrain d'étude de l'équipe brésilienne, est située sous des câbles à haute tension. Un projet de transfert des habitant-e-s de cette favela vers un autre lieu est actuellement en cours. Les associations du quartier ont été consultées sur ce projet. Elles ont été sensibilisées par les membres des groupes de femmes, mais aussi par les chercheur-se-s de ce réseau, à ce constat, à ce sentiment, exprimé par les habitantes, sur l'importance du logement pour les femmes. Les associations de quartier ont donc demandé à ce que, lors du projet de transfert de la Gamboa vers le nouveau quartier, les titres de propriété des logements soient attribués aux femmes plutôt qu'aux hommes, proposition que la municipalité a soutenue. Pour la munici-

palité, sensible aux questions de genre et aux problèmes d'exclusion sociale, il ne s'agit pas là seulement d'un geste politique, en accord avec ses promesses, mais il s'agit aussi d'une stratégie qui lui permettra de mettre en œuvre des programmes sociaux avec une garantie de continuité de la population bénéficiaire. La prise de conscience de l'importance de ce droit de propriété par les femmes, tant de la part des associations de quartier que de la municipalité, est un des résultats de ce travail de recherche-action.

L'ASSOCIATION DE FEMMES LAGEM YAM ET LA BANQUE MONDIALE À OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)

La recherche s'est intéressée Lagem Yam, l'association de ce quartier active dans la gestion des déchets, regroupant des femmes. Leurs activités consistent en la collecte de déchets, le compostage de la part organique des ordures, la commercialisation du compost, la diffusion et la réalisation d'ouvrages d'assainissement, ainsi que la sensibilisation auprès de la population à l'hygiène et l'assainissement.

Les débuts des activités de l'association furent difficiles, car elles étaient dévalorisantes pour les femmes; de leur côté, certains hommes étaient réticents devant la mise en place de l'association parce qu'ils craignaient qu'à travers elle, les femmes n'acquière une indépendance économique et, comme ils le disaient, n'échappent à leur pouvoir.

Face à l'incapacité des autorités municipales à résoudre les problèmes de gestion de l'environnement dans les villes, diverses initiatives étaient nées, à la faveur de politiques de décentralisation. Les femmes de cette association ont obtenu des résultats appréciables (création d'emplois, nouvelles connaissances sur l'environnement dans le quartier, gestion des déchets); elles sont arrivées à faire passer certaines de leurs idées, à accroître leur auto-estime, à s'organiser, à apprendre à discuter avec les intervenants de la ville. Ce rôle et ces responsabilités nouvelles des femmes pourraient être considérés comme un début d'*empowerment* et contribuer à une transformation des relations de genre et à une prise en compte de leurs rôle et vision dans les politiques d'assainissement des

villes. Cependant, les initiatives n'ont pas été soutenues; elles sont au contraire en train d'être anéanties par le décideur dominant actuel à Ouagadougou qu'est la Banque mondiale.

En effet, les femmes ont subi un revers qui risque d'être fatal pour le futur de leur projet. D'une part, le lieu qu'elles utilisaient pour le compostage leur a été supprimé, mettant en jeu la survie économique de l'association. Un endroit éloigné leur a été attribué à la place, qu'elles ne peuvent utiliser sans acquérir de nouveaux moyens de transport coûteux si elles veulent conserver une rentabilité économique. D'autre part, il est prévu que la collecte d'ordures soit privatisée, et elles seront évincées de cette activité. Cette nouvelle situation a été imposée par le «Plan de développement urbain» mis en place par la Banque mondiale à Ouagadougou. Dans le cadre de ce plan, la ville a été divisée en secteurs et la collecte des déchets sera attribuée par appel d'offres à des entreprises privées. L'association Lagem Yam n'a aucune chance d'entrer en concurrence avec les entreprises privées qui vont se voir attribuer les marchés des déchets. Tout le travail parallèle développé par l'association (éducation à l'environnement et à l'assainissement) ainsi que la création d'emplois seront réduits à néant. Malgré l'organisation en fédération de diverses associations de la ville comme Lagem Yam, il faut s'attendre à ce que ces initiatives soient écrasées par la privatisation. Un fort sentiment d'impuissance, tant de certains responsables de la ville que des responsables des associations, est apparent devant leur mise à l'écart des décisions.

Notre recherche en réseau veut approfondir la réflexion, suivre les déroulements des actions et de la recherche sur le terrain, observer et soutenir, s'il le faut, les tentatives des associations de base, où les femmes jouent un rôle prédominant, et des fédérations d'associations pour peser sur les décisions.

L'ENGAGEMENT DES FEMMES DANS LE QUARTIER DE SANTHIABA (SÉNÉGAL)

Au sujet des processus en cours dans le quartier de Santhiaba, je vous renvoie à l'exposé du responsable de l'équipe de recherche de notre projet au Sénégal². De nombreuses femmes ont des responsabilités économiques grandissantes au sein des ménages et obtiennent, dans les «groupements d'intérêt économique» (GIE), des bénéfices relativement importants, gagnant une reconnaissance croissante auprès des hommes et au niveau du quartier. Elles se sentent encouragées, s'affirment et, dans le contexte de la mondialisation, avec des services publics de plus en plus défaillants, s'engagent dans des initiatives comme la mise sur pied d'une mutuelle autogérée de santé, ou une entreprise collective de gestion des ordures. Et ce n'est pas par hasard que l'on trouve maintenant des conseillères municipales dans cette commune qui auparavant n'en comptait aucune. On observe une modification subtile des rapports entre hommes et femmes, même s'il n'y a pas de contestation ouverte des rapports de pouvoir, ni au niveau conjugal, ni encore moins au niveau des instances traditionnelles de pouvoir, encore puissantes et dominées par les hommes, les anciens. La reconnaissance sociale grandissante des femmes ouvre la voie à des processus de développement des capacités de négociation et de transformation. De nouveaux espaces de négociation de la gestion des biens publics se dégagent, dans lesquels des femmes ont gagné leur mot à dire.

Les processus étudiés à Santhiaba montrent les liens entre le renforcement des capacités économiques des femmes et leur plus grande participation aux prises de décision, tant au niveau domestique qu'à celui du quartier. La dimension collective des activités économiques et l'importance des bénéfices jouent un rôle dans le renforcement du pouvoir de ces femmes. Lorsqu'elles obtiennent de petits gains en dehors d'espaces communs d'action, il semble que les femmes restent plus soumise et absentes des lieux de décision et d'action.

² Abdoul, Mohamadou, «Les transformations des rapports de genre et l'accès au pouvoir dans le quartier de Santhiaba (Sénégal). Une expérience de recherche-action».

Revenons maintenant aux questions posées au début de cet article.

1) Quels sont les rapports entre production de connaissances et influence sur les politiques publiques ?

Parmi les objectifs de notre recherche MOST se trouve celui de réfléchir aux rapports entre production de connaissances et définition de politiques publiques. Nous voulons approfondir la réflexion, suivre le déroulement des actions et de la recherche sur le terrain, et évaluer l'influence de la diffusion des résultats de la recherche. L'exemple du terrain du Brésil nous a montré que les résultats de la recherche-action pouvaient inspirer des politiques publiques plus sensibles au genre, alors que l'exemple du Burkina montre jusqu'à présent le contraire. Les premières conclusions de cette réflexion feront l'objet d'une prochaine publication.

2) Quels sont les rapports entre mondialisation et transformations des relations de pouvoir entre hommes et femmes ?

Dans la recherche MOST, nous avons pu établir des liens entre les transformations économiques induites par la mondialisation et les brèches que ces transformations entraînent, sur certains des terrains étudiés, dans les rapports inégaux de pouvoir entre hommes et femmes. Comme les organisations de base jouent un rôle crucial dans ces processus, nous comptons poursuivre la recherche sur ces organisations : Comment y participent les hommes et les femmes ? Quelles sont les transformations ou permanences des identités de genre ? Comment se sont construits les mouvements ? Qu'en est-il de la légitimation de leur pouvoir, de leur place dans l'espace public local, etc. ?

Les engagements croissants des femmes dans la prise en charge économique des ménages et des problèmes environnementaux dans les villes peuvent entraîner des transformations des relations de genre et de l'accès des femmes au pouvoir, et, en fin de compte, une ouverture vers d'autres engagements politiques. L'exemple de Santhiaba nous l'a montré.

PUBLICATIONS ET INFORMATIONS SUR LA RECHERCHE MOST (UNESCO)

Site Internet : <www.unesco.org/most/p66.htm>.

Hainard, F., Verschuur, Ch., «Filling the Urban Policy Breach: Women's Empowerment, Grassroots Organisations, and Urban Governance», *International Political Science Review*, vol. 22, n° 1, 2001, pp. 33-54.

—, «Städte, Lebensumfeld und Geschlechtsrollen, ein Forschungsprojekt in sieben Ländern des Südens und des Ostens», *Neue Zürcher Zeitung*, 19-20 Januar 2002.

—, «Relations de genre et mouvements urbains de base», *Revue internationale des sciences sociales*, Unesco, n° 177, septembre 2003.

Hainard, F., Verschuur, Ch., *et al.*, *Femmes dans les crises urbaines. Relations de genre et environnements précaires*, Karthala, Paris, 2001.

—, *Empoderamiento de las mujeres en las crisis urbanas. Género, medio ambiente y barrios marginados*, IEPALA, Madrid, 2001.

Brochures sur les terrains, 2002 : au Sénégal (Santhiaba), au Burkina Faso («secteur 10» de Ouagadougou), à Santo Domingo (Los Guandules y La Ciénaga), au Brésil (Santo André), en Argentine (San Cayetano) et en Roumanie (Zabrauti).

Vidéo sur Santhiaba (Sénégal) et Hamdalaye (Burkina Faso), 2002, publiée avec le concours du bureau régional de l'Unesco à Dakar.